



## **DECLARATION DE OUAGADOUGOU DE LA RECHERCHE AGRICOLE FRANCO-AFRICAINE EN APPUI A L'INITIATIVE ALLIANCE SAHEL**

Nous, responsables des systèmes nationaux de recherche agricole des Pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), du Sénégal et des institutions de recherche partenaires africaines et européennes participant à la réunion organisée par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) du Burkina Faso et le CIRAD à Ouagadougou du 19 au 21 septembre 2018 sur le thème « Contribution de la recherche agricole en partenariat à l'atteinte des objectifs du développement rural et de sécurité alimentaire fixés dans le cadre de l'Alliance Sahel ».

### **PREAMBULE**

Constatant que le développement durable du Sahel dans ses trois dimensions, économique, sociale et environnementale constitue, de longue date, une préoccupation majeure des pays concernés et de la communauté internationale, tout particulièrement de l'Europe.

Notant que cet enjeu s'est renforcé depuis une dizaine d'années marquées par l'aggravation de la situation sécuritaire liée à l'action de plusieurs groupes terroristes au Sahel.

Constatant qu'une réponse de type sécuritaire est en train d'y être apportée avec la création d'une alliance militaire des pays du G5 Sahel appuyée par la communauté internationale.

Reconnaissant que cette réponse ne peut être la seule et convaincus de l'importance de l'accompagner par un effort de développement économique et social renforcé au bénéfice de toutes les populations notamment les jeunes et les femmes du Sahel afin qu'elles bénéficient des moyens de se construire un avenir dans la sécurité et le bien-être.

Constatant que pour répondre à ce défi, la France et l'Allemagne ont conjointement lancé le 13 juillet 2017, l'Alliance Sahel qui est une initiative visant à faciliter la coordination et l'efficacité des principaux bailleurs de fonds de l'aide au développement au Sahel.

Notant que l'Alliance Sahel a rapidement mobilisé les principaux acteurs multilatéraux (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Programme des Nations Unies pour le



Développement) mais aussi l'Union Européenne et qu'à cet effet, plusieurs secteurs prioritaires ont été retenus, notamment l'employabilité des jeunes et l'éducation, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie et le climat, la gouvernance, la décentralisation et les services de base et la sécurité.

Notant qu'un accord-cadre de coopération a été signé le 5 février 2018 entre le G5 Sahel et le CILSS portant sur son rôle dans la mise en œuvre des projets d'investissements prioritaires au Sahel.

Notant également que l'Agence française de développement a été chargée, pour la France, de mettre en œuvre cette initiative et d'en assurer temporairement le secrétariat.

## **NOS CONVICTIONS**

Nous, responsables des institutions nationales de recherche agricole des cinq pays membres du G5 Sahel, de concert avec les structures de recherche agricole du Sénégal, des institutions de coopération d'Afrique (CEDEAO, CILSS, CORAF, WASCAL) et des partenaires européens (CIRAD, IRD), reconnaissons que cette initiative doit permettre de répondre aux enjeux actuels du développement rural des pays de la région mais aussi aux défis du futur induits par la forte croissance démographique et par l'impact important du changement climatique.

Affirmons que, grâce aux résultats déjà obtenus mais aussi aux leçons tirées des échecs, la longue expérience acquise dans le cadre d'un partenariat fort et ancien par les institutions scientifiques leur donne la capacité à engager des actions ambitieuses et à changer d'échelle dans l'investissement collectif en faveur du développement agricole et rural de cette région.

Sommes convaincus qu'il faut, en conséquence, inventer de nouvelles méthodes et outils d'interventions qui reposent sur la participation active des chercheurs, des décideurs politiques, des acteurs économiques et des populations à la construction des réponses à apporter en termes d'innovations techniques et sociales.

Soulignons également avec insistance que si, grâce aux connaissances scientifiques et techniques mobilisables et au savoir-faire des populations rurales nous disposons d'une partie des solutions qui doivent être plus massivement déployées, beaucoup reste à faire et à inventer.

Insistons sur le fait que les efforts de recherche et d'innovation sur les enjeux les plus prioritaires devront être renforcés, en lien étroit avec les organisations professionnelles et non gouvernementales, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et les décideurs politiques.



Affirmons la volonté de chacune de nos institutions d’apporter collectivement, dans la durée, cette contribution nécessaire de la science à la réussite des ambitions de développement agricole et rural portées par l’Alliance Sahel.

## **NOTRE ENGAGEMENT**

Au travers de cette déclaration nous nous engageons à :

- Fournir une première analyse commune, fondée sur une connaissance scientifiquement partagée et documentée des enjeux qui relèvent de nos champs de compétences ;
- Identifier des questions sur lesquelles une priorité forte doit être donnée en termes d’investissement scientifique, d’innovation et d’appui au développement dans les prochaines années ;
- Fonder ensemble une coalition ouverte établissant le pilier scientifique et technique de l’Alliance Sahel pour lui donner les moyens de répondre, dans la durée, aux exigences sociales, économiques et techniques pour le développement agricole et rural au bénéfice des populations rurales.

## **NOS PRIORITES**

Pour accompagner le développement agricole et rural du Sahel, la recherche doit se mobiliser sur les thématiques suivantes :

- L’accompagnement du développement territorial

Co-construire avec les divers acteurs concernés, y compris les organisations professionnelles et non gouvernementales, des systèmes d’innovations inclusifs favorisant l’accompagnement des nécessaires transitions dans les systèmes agricoles et agro-alimentaires, ainsi que la création d’emplois (notamment pour les femmes et les jeunes), et des aménagements visant à réduire les conflits liés à la migration, aux transhumances et à favoriser un accès équitable au foncier.

- L’intensification écologique de toutes les filières, de la production à la consommation

Promouvoir une gestion agro-écologique des systèmes de production, favorisant l’intégration agriculture-élevage, la réduction des pertes post-récolte et le développement de la transformation alimentaire basée sur une approche renouvelée des filières durables et des marchés générant une plus forte valeur ajoutée.

- Le développement des aménagements hydroagricoles et des cultures irriguées

Améliorer la production agricole par une gestion intégrée des ressources en eau, tenant compte des enjeux climatiques, aider à la co-construction de nouveaux modes de gouvernance de l’eau,



tous types de périmètres irrigués confondus, tenant compte des opportunités de coopération transfrontalière.

- Le pastoralisme et la santé animale

Promouvoir des systèmes de productions animales durables tenant compte du changement climatique et développer une approche One Health pour la protection sanitaire des animaux au bénéfice des populations humaines.

- L'agriculture et le changement climatique

Adapter les systèmes et pratiques agricoles dans la perspective des changements annoncés du climat, tout en veillant à minimiser les émissions de gaz à effet de serre (GES), et en aidant l'agriculture sahélienne à accéder plus largement aux financements climat.

- La gestion des milieux et des ressources naturelles

Gérer durablement et restaurer les sols, les ressources forestières, fauniques, halieutiques et la biodiversité, notamment dans les zones dégradées (y compris par l'activité minière), en lien avec le changement climatique (carbone, atténuation) et en rapport avec les différents usages de ces ressources (matériaux, fourrage, alimentation, biomasse-énergie).

- Le déploiement de systèmes alimentaires durables et sains permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

Promouvoir une transformation agricole en adéquation avec les besoins et les pratiques culturelles, durable, accessible, source d'emploi (en particulier pour les jeunes et les femmes en milieu rural et urbain), de revenus et favorisant une alimentation saine et équilibrée.

- La contribution au renforcement des compétences des acteurs et à la consolidation des institutions de recherche, d'appui à l'innovation et de formations agricoles et rurales

Renforcer les capacités des institutions scientifiques, des organisations professionnelles et non gouvernementales et des autres acteurs du développement agricole, développer et moderniser la formation professionnalisante en valorisant les acquis de la recherche pour augmenter et rendre attractif l'emploi en milieu rural.

Fait à Ouagadougou le 19 Septembre 2018



Les parties prenantes

Pour le CNRADA

Pour l'IER

Pour l'ITRAD

Pour le CNRST

Pour l'INERA

Pour le CNRA

Pour l'INRAN

Pour l'ISRA

Pour le CILSS

Pour le CORAF

Pour le Cirad

Pour WASCAL



Les grands témoins

Pour l'AFD

Pour l'IRD

Pour la CEDEAO